



Assemblée générale Conseil de sécurité

UN LIBRARY

APR 5 - 1987

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/42/262 —
S/18836
30 avril 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Points 19, 21, 33 et 68 de la
liste préliminaire*
ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES A
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR
LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE
DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE, 1986-1990
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAÏN
APPLICATION DE LA DECLARATION FAISANT
DE L'OCEAN INDIEN UNE ZONE DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 29 avril 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Ghana auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration publiée par le Gouvernement ghanéen à la suite de l'attaque perpétrée contre la Zambie par les forces sud-africaines, le samedi 25 avril 1987 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 19, 21, 33 et 68 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) J. V. GBEHO

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Déclaration publiée par le Gouvernement ghanéen le 27 avril 1987
au sujet de l'attaque perpétrée contre la Zambie par les forces
sud-africaines

Le Gouvernement ghanéen a appris que le régime de la minorité raciste d'Afrique du Sud avait lancé au cours du week-end une nouvelle attaque brutale et absurde contre un Etat de première ligne. Il s'agit cette fois d'un raid contre la ville de Livingston, située au sud de la République de Zambie, au cours duquel d'innocents êtres humains ont été tués et des biens matériels de valeur détruits. Le prétexte invoqué par le régime d'apartheid pour cet acte ignoble était qu'il visait les installations de l'African National Congress of South Africa (ANC) en Zambie. Auparavant, le régime meurtrier avait faussement accusé l'ANC de s'appêter à troubler le simulacre d'élections réservées uniquement aux Blancs qui doit se tenir bientôt en Afrique du Sud. Le monde entier sait toutefois bien que cette allégation ne vise qu'à servir d'excuse à une attaque imminente et préméditée contre les Etats de première ligne ayant pour but d'impressionner l'électorat blanc d'Afrique du Sud et de renforcer ainsi les chances de la clique de Botha lors des élections. Le raid dirigé contre la Zambie - Etat naturellement porté à l'entente - est donc un acte lâche, malhonnête et tout à fait injustifié. Le Gouvernement ghanéen exprime son indignation la plus profonde devant ce raid absurde et le condamne sans réserve. Cette attaque n'est qu'une autre démonstration de la nature criminelle du régime d'apartheid de Pretoria et montre bien qu'il importe de prendre d'urgence contre lui, à l'échelle mondiale, des sanctions globales et obligatoires.

Il ne suffit pas que les Etats qui continuent à s'apposer aux sanctions, condamnent le régime d'apartheid pour ses actes de déstabilisation à l'égard des Etats de première ligne. Il faudrait que ces paroles soient assorties d'actes visant à éliminer le fléau qu'est l'apartheid, et, éventuellement, à amener à la raison les responsables de ce régime.

Le peuple et le Gouvernement ghanéens assurent le Gouvernement et le peuple frère de la Zambie, et plus particulièrement les familles des innocentes victimes, de leur profonde sympathie et de leur sentiment de solidarité.
